

ATELIERS CROISÉS GÉOGRAPHIQUES ET THÉMATIQUES SAHEL

Jeunesse: Comment nous engager avec et pour les jeunes au Sahel?

Climat: Quelles solutions face à l'urgence climatique au Sahel?

Genre: Autonomisation des femmes et des filles au Sahel

Version finale Septembre 2021 DU 30 MARS AU 23 AVRIL 2021
En visioconférence

REMERCIEMENTS

L'équipe de Cités Unies France remercie chaleureusement les Présidents et Présidentes des groupes-pays et des groupes-thématiques, les trois experts thématiques mobilisés, l'ensemble des collectivités ainsi que les associations et autres partenaires qui ont contribué aux ateliers croisés.

Collectivités participantes :

- Angers
- Angoulême
- Bonneville
- Bordeaux
- Chambéry
- Châtellerault
- · Choisy-le-Roi
- Département de l'Allier
- Département de l'Essonne
- Département de l'Ille-et-Vilaine
- Département de la Loire-Atlantique
- Département des Hauts-de-Seine
- Département des Yvelines
- Département du Val-de-Marne
- Dreux
- Dunkerque
- Faucigny-Glières
- Gentilly
- Grand Poitiers

- Lyon
- Mamoudzou
- Montreuil
- Olonne
- Orsay
- Paris
- Poitiers
- Quetigny
- Région Auvergne-Rhône-Alpes
- Région Centre-Val de Loire
- Région Nouvelle-Aquitaine
- Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée
- Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Rennes
- Rezé
- Saint-Brieuc
- Savigny
- Tours
- Tremblay
- Viroflay

DES ATELIERS, POUR QUOI FAIRE?

L'objectif de ces ateliers est de croiser les dynamiques géographiques et thématiques de Cités Unies France. Ces ateliers permettent aux collectivités adhérentes :

- De partager leur expertise,
- D'échanger sur ce qui a fonctionné ou moins bien fonctionné,
- De trouver des dénominateurs communs,
- De proposer des solutions ou modes d'action innovants,
- De donner des clés et des outils pour faciliter les coopérations,
- De dégager des recommandations et bonnes pratiques.

Le premier cycle, consacré au Sahel, s'est tenu autour de 3 thématiques :

- ▶ Jeunesse : Comment nous engager avec et pour les jeunes au Sahel ?
- ► Climat : Quelles solutions face à l'urgence climatique au Sahel ?
- ▶ Genre : Autonomisation des femmes et des filles au Sahel

LES ATELIERS EN CHIFFRES

- 12 élus dont 6 co-animateurs
- 9 collectivités intervenantes
- Total de 99 participants (tous ateliers confondus)
- 3 experts thématiques
- 39 collectivités participantes

Jeunesse	46 participants	
Climat	38 participants	
Genre	45 participants	

ATELIER SAHEL - JEUNESSE

COMMENT NOUS ENGAGER AVEC ET POUR LES JEUNES AU SAHEL?

MARDI 30 MARS 2021

Cet atelier était co-animé par **Flavie Boukhenoufa**, élue déléguée aux relations internationales de Rennes métropole et Présidente du groupe Jeunesses, et **Benoit Pilet**, élu délégué aux relations internationales et à l'Europe, Président du groupe Sahel. Avec la présence de **Yann Guégan**, expert politiques enfance jeunesse et coopération internationale.

En quoi la coopération décentralisée constituet-elle un levier pour faciliter l'entreprenariat des jeunes au Sahel ?

QUELQUES CHIFFRES:

Presque **60 %** de la population africaine a moins de 25 ans.





Yann Guégan Expert en politiques enfance jeunesse et coopération internationale

PRÉ-REQUIS

- Mener des études préalables pour garantir l'adéquation entre les formations et besoins sur place (adaptation au contexte spécifique).
- Elaborer des formations professionnelles en lien avec le opportunités économiques du territoire.
- Développer des formations techniques et technologiques, des formations professionnalisantes: couture, menuiserie, etc.
- Inclure des jeunes dans le montage des projets pour en favoriser l'appropriation.

IDÉES ET BONNES PRA-TIQUES POUR DÉVELOPPER DES OPPORTUNITÉS PRO-FESSIONNELLES POUR LES JEUNES AU SAHEL

CONSTAT

- inadéquation offre de formation et demande sur le marché de l'emploi.
- Problème de l'insertion professionnelle des jeunes
- Exode rural: une offre académique réservée aux jeunes citadins, en défaveur des jeunes ruraux, des jeunes femmes.
- Problème de l'insécurité

BONNES PRATIQUES

- Favoriser le multipartenariat
- Croiser les acteurs de la coopération entre pays d'Europe : multilatéralisme
- Travailler en réseau
- Structuration amont pour garantir l'autonomie / l'indépendance du projet
- Intégrer les projets locaux dans les stratégies et les politiques nationales (mises en place au niveau des Etats)

LES PROJETS DE COLLECTIVITÉS

CHÂTELLERAULT: ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES À L'ENTREPRENARIAT À KAYA, AU BURKINA FASO

Le programme d'accompagnement des jeunes à l'entreprenariat de Kaya, en lien avec ville de Châtellerault, est né de la stratégie jeunesse initiée par la coopération décentralisée. La Mairie de Kaya et la Direction régionale de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DRTEFP) identifient, forment et soutiennent des entrepreneurs potentiels avec des profils variés. Au cours d'un module de formation d'une semaine, les objectifs et les méthodes sont enseignés aux futurs entrepreneurs. Les entreprises créées sont diverses : artisans charpentier, coiffure, maintenance informatique, restauration... Depuis 2013, entre 30 et 40 jeunes bénéficient chaque année du programme, parmi lesquels une dizaine sont étroitement accompagnés vers la création d'entreprise.

Contact: Jacques Raynaud, responsable service Relations internationales jacques.raynaud@ville-chatellerault.fr

CHAMBÉRY: UN FABLAB À OUAHIGOUYA, BURKINA FASO

Le FabLab est un espace de formation pour les enfants, les jeunes et les acteurs de la société civile basé sur les Nouvelles technologies de l'information et la communication (NTIC). L'objectif est d'accroître l'inclusion et l'émancipation des jeunes via l'innovation technologique et l'entreprenariat numérique. Afin d'inciter les jeunes à utiliser le FabLab, deux activités ont été organisées : un atelier de menuiserie en lien avec des apprentis menuisiers, afin de fabriquer des tables et des chaises pour s'approprier le FabLab. La deuxième activité était un atelier d'assemblage de machines numériques, au cours duquel les jeunes se sont fortement investis. Ces activités ont démontré que le FabLab est une solution innovante et un moyen d'expression pour les jeunes.

Contact : Davina Derain, Coordinatrice, Chambéry Solidarité Internationale csi@mairie-chambery.fr

RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES ET CIEDEL : SOUTIEN À LA FORMATION D'AGENTS DE DÉVELOPPEMENT EN RÉGION DE TOMBOUCTOU : DELTA-C

Delta-C est un centre d'enseignement supérieur et d'appui conseil en développement local malien fondé en 2000 à Bamako qui délivre des diplômes d'Etat (licences et masters). En 2008, une formation des cadres de la région de Tombouctou de niveau master est mise en place. Un bureau est ouvert en 2016, permettant de recruter des enseignants et agents de développement locaux. Les enjeux de développer une formation supérieure en région de Tombouctou sont multiples :

- Ancrer les cadres en région et permettre aux professionnels extérieurs d'avoir une incitation à rester en poste dans la région,
- Donner une perspective d'avenir aux jeunes bacheliers,
- Faciliter l'accès à la formation supérieure à ceux qui en sont potentiellement exclus, en particulier les plus démunis mais aussi les femmes.
- Répondre aux enjeux de développement de la région par l'articulation entre enseignement supérieur, formation, recherche et accompagnement.

En 2021, le Conseil Régional de Tombouctou et le Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes mobilisent les étudiants de licence de DELTA C à Tombouctou encadrés par leurs enseignants pour faire un état des lieux des actions de développement agricole, pastorale et halieutique réalisée en région de Tombouctou par les ONG d'Auvergne Rhône-Alpes.

Ce diagnostic va permettre de repérer les filières les plus porteuses ce sui sera la base de travail pour concevoir et mettre en œuvre un projet de développement agricole d'envergure et de long terme.

Contact à DELTA C:

- M. Boubacar Touré

Cel WhatsApp: 00 223 66 79 85 02 Courriel: btoure@delta-c.net

Contact: Christophe Mestre, Directeur Ciedel

cmestre@univ-catholyon.fr

MOBILISER L'ACTION INTERNATIONALE DES COLLECTIVITÉS POUR FACILITER L'ENTREPRENA-RIAT DES JEUNES AU SAHEL, POUR PLUS DE PARTICIPATION ET DE PERSPECTIVES DANS LEUR TERRITOIRE

De l'éducation populaire à l'entreprenariat il n'y a finalement qu'un pas, il s'agit bien pour l'un comme l'autre de **s'engager dans une démarche d'émancipation**. Nous avons pu voir que les jeunesses au Sahel ont besoin et veulent s'émanciper, et donc **s'engager par l'entreprenariat** qui peut être social ou économique.

S'engager par l'entreprenariat nécessite de se former pour initier, pour développer, pour innover des pratiques nécessaires aux pays et aux habitants du Sahel. Il ne s'agit donc pas de se former pour se qualifier et sans lien avec les opportunités et besoins locaux. Il s'agit de se former pour apprendre à apprendre, pour apprendre par soi-même, pour apprendre à faire seul et pour apprendre à d'autres jeunes avec lesquels développer des initiatives.

S'engager, nécessite aussi de pouvoir participer, et les priorités à donner pour les **jeunesses rurales et féminines** ont été soulignées. La **citoyenneté des jeunes** est aussi un objectif global visé, ils veulent comprendre le monde qui les entoure, y prendre part, agir en toute autonomie. Le **volontariat international** a été souligné comme une piste pour expérimenter, entreprendre et gagner en autonomie. L'accompagnement à la construction associative, aux coopérations peut aussi contribuer à une autonomie et une indépendance renforcée des jeunes.

Les dynamiques d'accompagnement des jeunes doivent être **pensées en réseau**, à l'appui de collectifs et de **démarches multi-partenariales** des collectivités françaises avec des associations, des collectivités françaises avec des collectivités du Sahel, des Etats français et des pays du Sahel.

Enfin, ces accompagnements des jeunesses ne doivent pas être pensés sans les jeunes euxmêmes, et cela doit nous inviter à associer encore davantage les organisations de jeunesses dirigées par des jeunes eux-mêmes à nos actions de coopération à l'international.

Nous retenons aussi que les pays de Sahel subissent des contextes d'insécurité qui doivent être pris en compte et que l'accompagnement des jeunesses et l'entreprenariat des jeunes peut être un levier pour lutter contre les organisations extrémistes.

Cet atelier croisé nous a permis d'actualiser notre inspiration pour engager nos collectivités avec et pour les jeunesses du Sahel, de mobiliser notre action internationale pour faciliter l'entreprenariat des jeunes et par là leur émancipation pour plus de participation et donc plus de perspectives dans leur territoire.



Flavie Boukhenoufa Adjointe à la Mairie de Rennes, Conseillère Rennes Métropole Présidente du groupe Jeunesses



Benoît PiletAdjoint à la Mairie d'Angers et Vice Président
d'Angers Loire Métropole
Président du groupe Sahel





ATELIER CLIMAT-SAHEL

LA SOLIDARITÉ CLIMATIQUE EN ACTION

PRENDRE EN COMPTE LES ENJEUX CLIMATS DANS LES PROJETS DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

13 AVRIL 2021



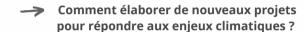
Léonore Moncond'huy

Cet atelier était co-animé par Léonore Moncond'huy, Maire de Poitiers, animatrice de la mission Climat à Cités Unies France, et par Halima Menhoudj, adjointe au Maire de Montreuil, Présidente du groupe-pays Mali de Cités unies France



Halima Menhoudj

Comment atténuer l'impact de nos projets ?



Les membres du G5 Sahel font l'objet de nombreux projets en lien avec le climat : en effet, la région sahélienne est une zone particulièrement touchée par le changement climatique. Ainsi, dans quelle mesure les collectivités prennent-elles en compte les enjeux climatiques dans leurs projets de coopération décentralisée ? L'atelier a pour objectif de prendre connaissance des outils mis en place par les collectivités pour répondre aux enjeux climatiques sur lesquels elles se sont positionnées. Il s'agit aussi de mieux comprendre ces enjeux, d'observer la manière dont les projets en cours se sont adaptés ou non, aux évolutions liées au changement climatique, et d'élaborer de nouvelles approches méthodologiques dans la région. Enfin, ces échanges transversaux, sont l'occasion d'inspirer les participants dans la conduite de leurs politiques publiques au quotidien, et de créer des liens pour mener de nouveaux projets.

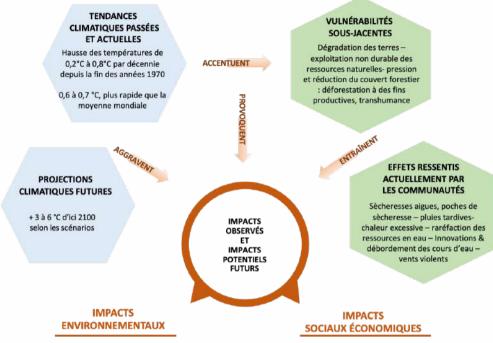
La parole sera donnée à quelques collectivités, notamment la Métropole de Lyon, la Région Nouvelle-Aquitaine, et le Département du Val-de-Marne, pour qu'elles nous présentent la manière dont elles ont pris en compte les enjeux climatiques dans leur projet de coopération décentralisée. À la suite de cet atelier, il serait intéressant de voir quels axes de travail peuvent être élaborés sur la thématique du Climat, et inclure de fait, les pays membres du Groupe Sahel.

LE POINT DE VUE DE L'EXPERTE AU GERES



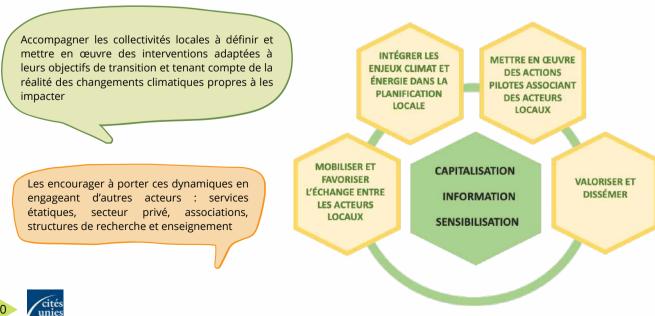
Clémentine Laratte Responsable de programme Territoires, climat et énergie

PRINCIPALES MANIFESTATIONS ET IMPACTS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU SAHEL



- · Dégradation & destruction des établissements humains et infrastructures
- Perte biodiversité végétale et animale
- · Erosion des sols et des bassins versants
- Baisse des rendements agricoles, insécurité alimentaire
- Apparition de nouveaux ravageurs et maladies
- Baisse des revenus, accentuation de la pauvreté
- Migrations
- Multiplication des conflits pour l'usage des sols

APPROCHE TERRITORIALE ÉNERGIE-CLIMAT DANS LES TERRITOIRES RURAUX ET VILLES SECONDAIRES RELAIS



PLANIFICATION – INTÉGRER LES ENJEUX CLIMAT ET ÉNERGIE DANS LA PLANIFICATION LOCALE

Objectifs

Renforcer les capacités des acteurs locaux pour prendre en compte les enjeux climatiques dans la planification du développement

npatibilité des

 Analyse de la climato-compatibilité des politiques publiques et des outils de gestion existants

Outils

- Définition de plans d'action
- Développement d'outils d'aide à la décision (cartographie, prospective territoriale, matrices, guides...)
- Sensibilisation, formation, partage d'expériences, assistance technique des élu.e.s et cadres territoriaux
- Appui organisationnel : mise en place de services dédiés



DÉMONSTRATION – METTRE EN ŒUVRE DES ACTIONS PILOTES ASSOCIANT LES ACTEURS LOCAUX

Objectifs

Démontrer la pertinence et faisabilité de déployer des solutions durables à travers des interventions pilotes correspondant aux mandats et prérogatives des collectivités



Outils

- Dispositif de S&E des résultats et impacts
- Stratégies de sensibilisation et communication
- Dispositifs de pilotage et gestion adaptés
- Accompagnement organisationnel et financier des partenaires

AMPLIFICATION & RÉPLICATION - VALORISER ET DISSÉMINER

Objectifs

Valoriser les résultats et mobiliser des ressources humaines et financières pour pérenniser et disséminer les actions pilotes à l'échelle du territoire

Outils

- Modélisation économique et financière
- Elaboration de stratégies de financement
- Accompagnement des partenaires dans leurs démarches de recherche de financement
- Evaluation de l'impact des projets
- Plaidoyer auprès des Ministères & bailleurs de fonds
- Élargissement et formalisation des partenariats



EXEMPLES DE PROJETS DES COLLECTIVITÉS FRANÇAISES AU SAHEL

DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE: ECHANGES SUR LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES TERRITOIRES ENTRE LES COLLECTIVITÉS PARTENAIRES. NOTAMMENT ZINDER (NIGER)

Anne-Laure Jullian

Chargé de projet
Département du Val-de-Marne
Anne-Laure.Jullian@valdemarne.fr

Le Département du Val-de-Marne programme un échange sur le changement climatique avec l'ensemble de ses partenaires de coopération : Zinder au Niger, Jucuaran et Ahuachapan au Salvador, Tulkarem, Qalqilya et Jenine en Palestine et la province de Yen Baï au Vietnam. Le projet permettra d'échanger sur ce qu'est le réchauffement climatique et quels sont ses effets sur les territoires, en particulier sur le cycle de l'eau. Certaines problématiques sont communes à plusieurs ces territoires : hausse des températures et augmentation de la sécheresse, raréfaction de la ressource en eau, baisse de la pluviométrie, intensification d'épisodes climatiques à même de provoquer des inondations. Ces éléments ont des effets sur la ressource en eau dans les territoires. La discussion apportera des enseignements à tous en tenant compte de la diversité des situations géographiques, économiques, politiques et climatiques.

NOUVELLE-AQUITAINE : ÉLABORATION ET MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN CLIMAT DANS LA RÉGION DU PLATEAU CENTRAL (BURKINA FASO)

La Région Nouvelle-Aquitaine a accompagné la Région du Plateau Central (Burkina Faso) pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan climat adopté en 2012. Quatre filières prioritaires ont été définies : la distribution et la gestion des ressources en eau, l'assainissement et la gestion des déchets, la gestion des espaces agricoles et forestiers et les énergies renouvelables.

L'appropriation du plan climat par les élus locaux et la déclinaison des orientations stratégiques à l'échelle locale ont d'abord posé certaines difficultés. Cette dernière s'est en effet surtout matérialisée par des micro-actions localisées. Par conséquent, les deux Régions partenaires tendent à développer des outils permettant une plus grande appropriation par les autorités locales et des indicateurs d'évaluation à la performance des actions climatiques. Pour avoir davantage d'impact dans la mise en œuvre des actions climatiques, elles encouragent l'accompagnement technique, méthodologique et financier à tous niveaux de collectivités, en intégrant les entreprises, les acteurs consulaires et les organisations de la société civile.

Sylvain Davila

Chargé de mission coopération décentralisée Région Nouvelle-Aquitaine

sylvain.davila@nouvelle-aquitaine.fr

MÉTROPOLE DE LYON : SOUTIEN AU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DE OUAGADOUDOU (BURKINA FASO)

Philippe Di Loreto

Responsable Unité Coopération décentralisée Métropole de Lyon pdiloreto@grandlyon.com La Métropole de Lyon est en coopération avec la Commune de Ouagadougou notamment dans les domaines de l'aménagement, de la mobilité et des services urbains. Elle appuie depuis 2017 le Programme de Développement Durable de Ouagadougou dont les principales composantes sont de développer trois nouveaux centres, de désenclaver des quartiers par la réalisation de voirie urbaine et de renforcer les services techniques à travers de l'assistance (AMO) et de l'équipement.

Par ailleurs, le partenariat met en œuvre le Programme d'appui au « Grand Ouaga » qui vise à mieux contrôler la croissance urbaine : développer une structure intercommunale entre les 7 communes périphériques autour de la ville et créer une agence d'urbanisme à l'échelle du Grand Ouagadougou



SYNTHÈSE DES ÉCHANGES ÉLABORÉE AU COURS DE L'ATELIER

MÉTHODES

Élaboration de diagnostics participatifs et prospectifs

Planification : objectifs, outils

INDICATEURS DE PERFORMANCE

projet, qualité, capacité, stratégique

RECOMMANDATIONS

Définir des urgences et les mesures de prévoyance

Accompagnement technique, administratif et financier du partenaire multi-niveaux

BILAN CARBONE DES PROJETS ET COÛT CARBONE

COMMENT ÉLABORER DE NOUVEAUX PROJETS POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX CLIMATIQUES ?

COMMENT ATTÉNUER L'IMPACT DE NOS PROJETS ?

RÉCIPROCITÉ DE LA COOPÉRATION

Action des entreprises

Éviter un transfert de compétences qui crée une dépendance

IDEES ET BONNES PRATIQUES

Exemplarité de nos pratiques (coût carbone des déplacements...)

Groupes-pays de CUF : « Charte » pour prendre en compte enjeux climat

Participation des acteurs du territoire : start-ups (Afrique), entreprises, associations, centre de recherche sur le climat

DÉPLACÉS CLIMATIQUES

DIFFICULTÉS

Manque d'appropriation par les élus locaux et communaux

Renseignement des indicateurs de performance (faire remonter les indicateurs/ informations du terrain)

Transposer les approches européennes aux approches de terrain en Afrique

ATELIER GENRE-SAHEL

AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES AU SAHEL

23 AVRIL 2021



Flise Pereira-Nunes

Cet atelier était co-animé par :

- Elise Pereira-Nunes, Adjointe au Maire de Tours, Déléguée aux Relations internationales, aux réseaux de villes, aux jumelages et à la francophonie, Ambassadrice « Tours ville alliée contre les discriminations », Présidente du groupe-thématique Genre.
- Stéphane Valli, Maire de Bonneville, Président de la Communauté de Communes de Faucigny-Glières, Président du groupe-pays Niger à Cités Unies France

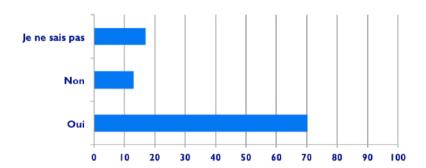


Stéphane Vall

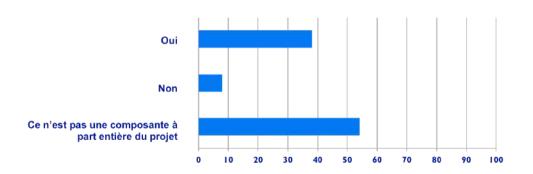
RÉSULTATS DES SONDAGES MENÉS AU COURS DE L'ATELIER (19 VOTANTS)

Exprimés en pourcentage

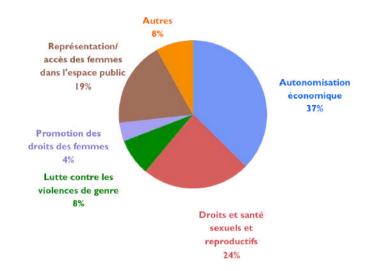
Votre collectivité intègre-t-elle le genre dans son action à l'international?



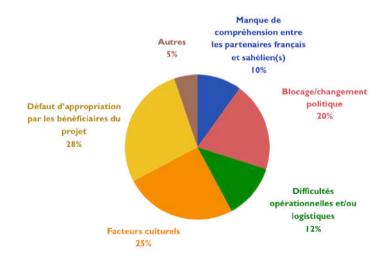
Au sein de vos projets au Sahel, existe-t-il une composante dédiée au genre/égalité femmes-hommes ?



Si oui, quelles sont les "sous-thématiques" de ces projets?



Quels points de blocage avez-vous rencontrés dans la mise en œuvre de votre projet comprenant un volet genre ? (toutes zones géographiques)



Quelles sont les ressources mobilisées pour mener à bien votre projet genre ? (toutes zones géographiques)



RECOMMANDATIONS

Instaurer au plus tôt et sur le longterme un dialogue, en amont de la conceptualisation du projet

INSTAURER UN DIALOGUE EN AMONT POUR FONDER LA **COOPÉRATION SUR UN TERRAIN D'ENTENTE**

Investir dans la co-construction des projets et initiatives avec le partenaires pour éviter la déconnexion entre le projet et leurs besoins réels

Impliquer des membres divers de la communauté civile, en prenant le temps d'échanger directement, de travailler avec les ressources locales

Adapter le programme au contexte et aux problématiques locales

Conduire une analyse de contexte sensible au genre, pour comprendre comment les questions liées au genre, aux statuts des femmes, à ce qui est perçu comme normal ou ne l'est pas, sont conçues dans le contexte du territoire de coopération

INTÉGRER LA DIMENSION **COMMUNAUTAIRE ET LES FACTEURS SOCIAUX**

S'investir dans la compréhension de la communauté, établir des liens de confiance avec les partenaires de coopération

S'APPUYER SUR LES ATOUTS **DES PARTENAIRES DE** COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Capitaliser sur le temps long ·des coopérations décentralisées, qui permet de penser la coopération à long-terme: un atout pour optimiser, un atout par rapport aux autres acteurs du terrain au Sahel (ONG nationales ou internationales, acteurs humanitaires)

Encourager les initiatives à petites échelles et faibles investissements en raison du contexte au Sahel (système fiscal fragile, corruption, mauvaise gestion budgétaire)

LE POINT DE VUE DE L'EXPERTE

Ornella Moderan
Cheffe de programmes à l'Institut
d'études de sécurité et spécialiste des
questions de genre
Bamako, Mali



« Il y a avant tout la **nécessité d'un dialogue pour fonder une coopération sur un terrain d'entente**. Il y a souvent, de la part d'ONG ou d'autres types de coopérations, un enthousiasme pour promouvoir de bonnes idées. Mais une bonne idée n'est pas forcément une bonne pratique. Ce qui fait la différence entre les deux, **c'est son adaptation au contexte, son réalisme et sa faisabilité**: des éléments que l'on ne peut jauger que dans le cadre d'une conversation réelle, approfondie, de long-terme, parfois douloureuse, avec le partenaire. La première question qui se pose aux collectivités qui mettent en œuvre ou souhaiteraient mettre en œuvre des projets sur les enjeux d'égalité hommes / femmes, c'est **quel est l'objectif final, réel ?** Il est important d'avoir cette conversation, en tenant compte bien sûr de ce qui est culturellement accepté dans le contexte français, mais également en écoutant réellement le partenaire en face. »

« Un élément important est la **dimension communautaire**. En Mauritanie et au Mali, les environnements sociaux sont extrêmement stratifiés. Il y a dans ces pays la question de l'esclavage, des castes, qui sont des réalités extrêmement dures. Lorsqu'on met en place ce type de coopération, il faut se poser la question : avec qui est-on en train de traiter ? D'expérience, c'est une question dont la réponse n'est pas évidente et qu'on ne peut pas trouver après deux ou trois visites de mission sur le terrain. Cela exige un investissement humain dans la **compréhension de la communauté**, dans **l'établissement de liens de confiance** avec certaines personnalités clés, qui est un travail de très longue haleine. »

« Un angle de coopération fondamental est la question de l'éducation, à l'accès à une éducation formelle mais également et à une éducation sensible aux dynamiques de genre, pour les garçons et pour les filles, dès le plus jeune âge. Autant au Mali qu'au Niger, au Burkina Faso et dans une certaine mesure en Mauritanie, cela implique un travail avec les familles, cela implique de créer une conversation autour de ces normes. »

EXEMPLES DE PROJETS DE COLLECTIVITÉS FRANÇAISES SUR LES QUESTIONS DE GENRE AU SAHEL

MONTREUIL : UNE MAISON DES FEMMES À YÉLIMANÉ (MALI)



A Yélimané au Mali, Montreuil a accompagné la construction et l'opérationnalisation d'une maison des femmes, outil d'autonomie économique à destination des femmes. Il s'agit d'un lieu de formation (savonnerie, teinturerie textile...) permettant le renforcement des compétences pour développer des activités génératrices de revenus. Le développement de nouvelles activités est à l'étude, à l'instar de la transformation de produits d'origine villageoise ou la mise en réseau d'observatoires territoriaux pour lutter contre les violences faites aux femmes.

Zabbaou Liman

Ville de Montreuil Chargée de Coopération Mali zabbaou.liman@montreuil.fr



SAVIGNY-LE-TEMPLE : INITIATIVE DE JARDINS MARAÎCHERS ET D'UN POTAGER-ÉCOLE À BOUTILIMIT (MAURITANIE)

Tamara Costes

Chargée des relations internationales

Ville de Savigny-le-Temple
relations.internationales@savigny-le-temple.fr

Avec pour objectif d'accéder à l'autosuffisance alimentaire, des jardins maraîchers écologiques ont été créés dans 20 localités rurales de Boutilimit, intégrant la production d'électricité grâce à l'énergie solaire. Le programme a ensuite été reconverti en un potager-école destiné à 24 femmes, installé en ville. Toutefois, les habitudes culturales et culturelles des femmes bénéficiaires, leur trop faible implication ou leur reconversion dans d'autres secteurs d'activité n'ont pas permis la pérennisation du projet.

POITIERS : COOPÉRATION UNIVERSITAIRE ET SOUTIEN À LA SANTÉ MÈRE-ENFANT À MOUNDOU (TCHAD)



En lien avec ses partenaires au Tchad et les OSC à Poitiers, la ville de Poitiers contribue au développement d'un programme de renforcement de la santé de la mère et de l'enfant. Un échange interculturel et interprofessionnel permet à des sages-femmes et des étudiants sages-femmes tchadiennes de réaliser une immersion à l'école de sages-femmes et un stage dans les services de la maternité du CHU de Poitiers. Par ailleurs, le CHU de Poitiers a récemment porté un programme «Amélioration de la santé de la mère et du nouveau-né et réduction de la mortalité maternelle et infantile » avec le soutien d'Expertise France

Dorothée Scarwell

Chargée des relations internationales Ville de Poitiers dorothee.scarwell@grandpoitiers.fr

POUR ALLER PLUS LOIN

- Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe : http://www.afccre.org/fr
- Genre en action: https://www.genreenaction.net
 Annuaire des expert.es en genre (version numérique): https://www.genreenaction.net/spip.php?
 page=recherche_profils
- → Groupe de la Banque Africaine de Développement :

 Rapport sur l'indice de genre en Afrique, 2019 : https://www.afdb.org/fr/documents/rapport-sur-lindice-de-genre-en-afrique-2019
- Institut d'études de sécurité : https://issafrica.org/fr
 Article de l'experte, Ornella Moderan : https://issafrica.org/fr/iss-today/il-est-temps-de-sattaquer-aux-violences-faites-aux-femmes-au-mali
- Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE): https://www.oecd.org/fr/csao/themes/genre/
- Plateforme genre et développement du MEAE : http://www.genre-developpement.org
- Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique (REFELA) : https://www.uclga.org/nos-piliers/renforcement-institutionnel-et-developpement-des-capacites/promotion-du-genre/?lang=fr



Cités Unies France, association présidée par François Rebsamen, Maire de Dijon et Président de Dijon Métropole, est la tête de réseau, transpartisane et multi-niveaux, des collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale. Elle accompagne l'ensemble de ces collectivités dans la mise en œuvre d'une action internationale au service de leur ouverture internationale, de leur rayonnement, de leur attractivité, et de la promotion des échanges humains, culturels, et économiques.

S'appuyant sur la force de son réseau d'adhérents, de son équipe de professionnels et de la confiance de ses partenaires français et internationaux, CUF mobilise expertises, partenaires et financements permettant aux collectivités d'amplifier leur action internationale autour des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Soutenue par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'Agence française de développement, CUF travaille également en collaboration avc les associations de pouvoirs locaux français (AMF, ADF, France Urbaine, Régions de France, etc.) et internationale, ainsi qu'avec les réseaux régionaux multi-acteurs. L'association est par ailleurs membre fondateur de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

RÉSEAUX

Site CUF: www.cites-unies-france.org

Facebook: Cités-Unies-France

CONTACTS

Constance Koukoui

Cheffe de Service Animation Géographique et Thématique, Référente Climat c.koukoui@cites-unies-france.org

Lucas Giboin

Chargé de mission Sahel l.giboin@cites-unies-france.org

Zoé Courboin

Chargée de mission Océan Indien, Amérique latine et Caraïbes, Référente Genre z.courboin@cites-unies-france.org

Laura Bloseur

Chargée de mission, Appui & Conseils aux collectivités, Suivi Jeunesse I.bloseur@cites-unies-france.org

CONCEPTION ET MISE EN PAGE

Kieu Mai Nguyen Tan

Stagiaire

Service Animation Géographique et Thématique